



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

**DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE  
BUREAU DU CONTRÔLE DE LEGALITE ET DES AFFAIRES JURIDIQUES**

**ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE N° DIPPAL-B3/2014-063**

fixant à la communauté d'agglomération du Puy en Velay  
des prescriptions relatives à la réhabilitation, la période de suivi après couverture des déchets et  
aux garanties financières de la décharge de la Pépinière sur les communes du Puy-en-Velay et de Cussac-sur-Loire

*Le Préfet de la Haute-Loire,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;
- VU l'arrêté du 31 juillet 2012 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et R.516-2 du code de l'environnement ;
- VU le Plan Départemental d'Élimination des Déchets de la Haute-Loire approuvé le 21 mai 2001 ;
- VU l'arrêté d'autorisation d'exploiter la décharge de La Pépinière sur la commune du Puy en Velay du 22 juillet 1965,
- VU l'arrêté complémentaire n° DIPPAL-B3-2010-188 du 2 novembre 2010 fixant à la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay des prescriptions relatives à la réhabilitation, la période de suivi après couverture des déchets et aux garanties financières de la décharge de La Pépinière sur les communes du Puy-en-Velay et de Cussac-sur-Loire ;
- VU les propositions de travaux de réhabilitation dans le cadre de la maîtrise d'œuvre pour la Communauté d'Agglomération du Puy en Velay de mars 2011, modifiées en octobre 2011 ;
- VU la note de synthèse du 26 mars 2013 sur la compatibilité de la réhabilitation du site avec un remblai paysager ;
- VU la demande modificative des travaux de réhabilitation de la décharge de la Pépinière présentée par le maître d'ouvrage, la communauté d'agglomération du Puy en Velay, le 30 janvier 2014, complétée par la fourniture du cahier des clauses techniques particulières du 4 novembre 2013 et par le mémoire technique de l'entreprise adjudicataire des travaux du 23 décembre 2013 ;
- VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 3 avril 2014 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis lors de sa séance du 24 avril 2014 ;

CONSIDERANT que les propositions de travaux de réhabilitation dans le cadre de la maîtrise d'œuvre pour la Communauté d'Agglomération du Puy en Velay constituent une modification des conditions de réhabilitation du site initialement prévues ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement, toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31 ;

CONSIDERANT que les modifications sollicitées ont pour objet une meilleure prise en compte des risques et des nuisances et que de ce fait, il n'y a pas de nuisances nouvelles ou accrues, il ne s'agit pas de modifications substantielles nécessitant une nouvelle autorisation ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire,

## A R R Ê T E

### TITRE 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

##### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Communauté d'Agglomération du Puy en Velay, dont le siège social est situé 16, place de la Libération 43000 Le Puy en Velay, ci-après dénommé l'exploitant, représentée par son président, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à réhabiliter et assurer le suivi après fermeture d'un site de stockage de déchets ménagers et assimilés au lieu-dit «La Pépinière».

##### ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions du présent arrêté abrogent celles de l'arrêté complémentaire n° DIPPAL-B3-2010-188 du 2 novembre 2010 fixant à la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay des prescriptions relatives à la réhabilitation, la période de suivi après couverture des déchets et aux garanties financières de la décharge de La Pépinière sur les communes du Puy-en-Velay et de Cussac-sur-Loire.

##### ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

#### CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

##### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations exploitées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A ,D NC (1)	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume exploité
2760	2	A	Installation de stockage de déchets non dangereux	Décharge fermée en attente de remise en état	Volume total susceptible d'être présent	Sans seuil	140 000 m <sup>3</sup> d'ordures ménagères stockées + 30 000 m <sup>3</sup> boues stockées de 1965 à 1992

A : Autorisation

## ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelles	Surface
Le Puy-en-Velay	E	119 et 120	environ 3 hectares
Cussac-sur-Loire	E	1662 et 2163 p	environ 0,50 hectare

## ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

La surface totale en réhabilitation est arrêtée à 3 hectares 50 ares. Elle comprend, outre le casier de stockage de déchets et les casiers de stockage des boues, des bâtiments, un quai de transfert de déchets ménagers et des aménagements inclus dans le périmètre autorisé. Tous les aménagements liés à la réhabilitation respectent l'emprise autorisée. Toutefois, sur le flanc Ouest du site, un remblai paysager est susceptible d'être aménagé jusqu'à l'emprise du contournement du Puy-en-Velay.

## CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE RÉHABILITATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

### ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

Les travaux de remise en état du site, le traitement des lixiviats récupérés et la mise en place du programme de suivi après réhabilitation doivent être réalisés au plus tard avant le 31 décembre 2015. La durée de l'autorisation couvre la période de 30 ans de suivi du site après la couverture des déchets.

## CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

### ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au CHAPITRE 1.2 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant :

- L'intervention en cas de pollution ou d'accident ;
- Le réaménagement du site ;
- La surveillance du site.

### ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties fixé pour la période post-exploitation du site est égal à 75 % du montant minimum forfaitaire globalisé de 381 122 € H T, soit 285 841.50 € HT, pour les cinq prochaines années.

Ce montant est ensuite dégressif sur la base suivante :

- . période  $n + 6$ ,  $n + 15$  : - 25 %
- . période  $n + 16$ ,  $n + 30$  : - 1 % par an.

$n$  = année 2014

### **ARTICLE 1.5.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières sont constituées sous forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance.

Dans les 3 mois suivant la signature du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

### **ARTICLE 1.5.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

### **ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'environnement, l'exploitant présente au préfet a minima tous les 5 ans, un état actualisé du montant de ses garanties financières par application au montant de référence figurant à l'article 1.5.2 ci-dessus, de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

### **ARTICLE 1.5.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation.

### **ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

### **ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

### **ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-74 et R.512-39-1 à R.512-39-3, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## CHAPITRE 1.6 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
08/07/03	Arrêté relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive
02/02/98	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
09/09/97	Arrêté relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

## CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

L'exploitant doit se conformer aux dispositions du code du travail, et aux textes pris pour son application, dans l'intérêt de l'hygiène et la sécurité des travailleurs, en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la réhabilitation et le suivi des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

### CHAPITRE 2.2 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

#### ARTICLE 2.2.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'activité de la remise en état et du suivi de la décharge ne doit pas nuire à la propreté de la voirie extérieure.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

### **ARTICLE 2.2.2. ESTHÉTIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Afin d'assurer une bonne intégration des installations dans le paysage et de limiter les vues directes sur celles-ci, l'exploitant apporte un soin particulier au modelé de la zone de stockage de déchets, aux aménagements du site, à la végétalisation et à l'entretien du site.

## **CHAPITRE 2.3 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.4 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.5.3.	Attestation de constitution de garanties financières	Dans les 3 mois qui suit la notification de l'arrêté et 3 mois avant la date d'échéance de l'attestation
Article 4.2.3.1.2	Convention de rejet des lixiviats en station d'épuration urbaine	avant le traitement des lixiviats en station d'épuration urbaine
Article 8.2.4.	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de fin de suivi (30 ans après couverture finale des déchets)
Article 9.4.1.	Bilans et rapports annuels	Annuel

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour la réhabilitation et le suivi des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter, en cas de forte prolifération susceptible d'incommoder le voisinage, contre les rats, les insectes et les oiseaux, en particulier, pour ces derniers, au voisinage des aérodromes, dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

#### **ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

#### **ARTICLE 3.1.3. ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Pour limiter les odeurs, l'évacuation fréquente et régulière des lixiviats est mise en œuvre.

Des mesures environnementales sont mises en œuvre en concertation avec le voisinage avant le démarrage des travaux pour gérer au mieux les nuisances potentielles au cours du chantier. Des analyses de l'air, au regard des risques sanitaires définis par le guide pour l'évaluation des risques sanitaires des installations de stockage de déchets non dangereux de février 2005, sont réalisées et interprétées pour les prévenir.

En cas de fort dégagement d'odeurs (biogaz, travaux d'excavation des déchets et traitement des boues) susceptible d'incommoder le voisinage, la zone est immédiatement équipée d'un système de traitement de l'air ou de vaporisation de produit masquant et l'entreprise, pendant la phase chantier, ou l'exploitant doit procéder aux opérations nécessaires.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

#### **ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### **ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes émissions de poussières, l'exploitant prendra les dispositions utiles pour limiter la formation de poussières.

Le transport des matériaux doit s'effectuer dans des conditions propres à prévenir les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les matériaux entrants et sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assurera que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions.

Le mode des travaux doit permettre de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. A défaut, un système permettant de limiter les envols et de capter les éléments légers néanmoins envolés est mis en place autour de la zone des travaux et un nettoyage des abords de l'installation est réalisé régulièrement.

## TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 4.1 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

#### ARTICLE 4.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au chapitre 4.3 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### ARTICLE 4.1.2. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

#### ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

### CHAPITRE 4.2 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

#### ARTICLE 4.2.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1	N°2	N°3
Nature des effluents	Eaux de ruissellement extérieures	Eaux de ruissellement intérieures	Lixiviats de l'installation de stockage de déchets non dangereux
Exutoire du rejet	Fossés	Fossés	Bassin de rétention
Traitement avant rejet	Néant	Bassin de lissage	Station d'épuration urbaine de Chadrac
Milieu récepteur	La Loire	La Loire	La Loire

#### ARTICLE 4.2.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.



Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **Article 4.2.2.1. Maîtrise des eaux de ruissellement extérieures**

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, est mis en place.

#### **Article 4.2.2.2. Gestion des eaux de ruissellement internes**

Les eaux de ruissellement internes (Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.2.1))—sont collectées par des fossés et des cunettes dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale et envoyées par gravité dans des bassins étanches suffisamment dimensionnés avant rejet dans le milieu naturel, au plus tard deux mois après la couverture finale des déchets. Des dispositifs adaptés sont mis en œuvre sur le remblai paysager. L'étanchéité est assurée par des géosynthétiques de qualité suffisante. Les bassins de rétention-décantation sont munis d'une vanne permettant un rejet quantitatif conforme au SDAGE et équipés de façon à permettre la réalisation des prélèvements et analyses dans le cadre du suivi environnemental.

#### **Article 4.2.2.3. Collecte des lixiviats**

La gestion des lixiviats présents dans le massif de déchets est assurée par une tranchée drainante périphérique, de dimensions suffisantes (Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.2.1)). La récupération des lixiviats par gravité et leur traitement devront être assurés dès le début des travaux de réhabilitation. Des regards en nombre suffisant permettront le contrôle de son efficacité et les interventions nécessaires en cas de problème.

La récupération des eaux issues du système de traitement in-situ des boues de station d'épuration, réalisé au sein du massif de déchets, se fait par l'intermédiaire de la tranchée drainante périphérique des lixiviats.

Un bassin de rétention étanche assure le stockage des lixiviats avant leur traitement, avec un volume suffisant permettant le respect des conditions d'admission des lixiviats en station d'épuration. Son aménagement doit permettre l'accès aux engins de pompage et aux opérations d'entretien et de prélèvement en vue des analyses.

L'exploitant met en place un dispositif de comptage des lixiviats évacués. Un relevé des évacuations (date et volume) est consigné dans un registre.

### **ARTICLE 4.2.3. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

#### **Article 4.2.3.1. Conception**

##### **4.2.3.1.1 rejet dans le milieu naturel**

Les dispositifs de rejet des eaux de ruissellement internes et externes sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

##### **4.2.3.1.2 rejet dans une station collective**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

Le traitement des lixiviats est possible dans la mesure où la station d'épuration collective de la commune de Chadrac est apte à traiter les effluents dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues d'épuration. Le gestionnaire de la station d'épuration détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur son réseau afin que l'exploitant du centre de stockage de déchets définisse la nature et le dimensionnement d'éventuels ouvrages de pré-traitement prévus pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de polluants et les débits raccordés.

Une convention de rejets définit les volumes et la qualité des lixiviats à traiter.

#### ARTICLE 4.2.4. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

#### ARTICLE 4.2.5. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

#### ARTICLE 4.2.6. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES LIXIVIATS AVANT REJET DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L 1331-10 du code de la santé publique), les rejets de lixiviats (Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.2.1)) doivent respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

Paramètres	Valeur limite des lixiviats (mg/l)
MES*	600
DCO*	2000
DBO5	800
Hydrocarbures totaux	10
Phénols	0,3
Métaux totaux (1) dont :	15
Cr6+	0,1
Cd	0,2
Pb	0,5
Hg	0,05
As	0,1
Fluor et composés	15
CN libres	0,1
Composés organiques halogénés (en AOX)	1

(1) Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

\* Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

#### **ARTICLE 4.2.7. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES**

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

#### **ARTICLE 4.2.8. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES**

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées (Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.2.1)) dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci- dessous définies :

PARAMETRES	NORME DE MESURE	CONCENTRATION
Matières en suspension totales MEST	NF EN 872	35 mg/l
Demande chimique en oxygène DCO	NF T 90 101	125 mg/l
Demande biochimique en oxygène DBO <sub>5</sub>	NF T 90 103	30 mg/l
Hydrocarbures	NF T 90 114	10 mg/l

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 20 l/s, pour l'ensemble des ouvrages de rejet.

## **TITRE 5 - DÉCHETS DE CHANTIER DE RÉHABILITATION**

### **CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**

#### **ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses travaux pour assurer une bonne gestion des déchets et en limiter la production.

#### **ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêtés ministériels du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB, puis remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 541-137 à R. 541-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-195 à R543-201 du code de l'environnement.

---

**ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES D'ENTREPOSAGE DES DECHETS**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser les quantités représentant leur production annuelle.

**ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

**ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

**ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les modalités du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

---

**TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

---

**CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES****ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

### ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENJINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

#### Article 6.2.2.1. Installations nouvelles

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

## CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 7.1 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

#### ARTICLE 7.1.1. ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Les voiries doivent disposer d'un revêtement durable. Les voies de circulation internes à l'établissement sont aménagées et dimensionnées en tenant compte du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler.

La piste périphérique d'une largeur minimale de 3,50 m est conservée pour faciliter les opérations d'entretien. Dans l'emprise du remblai paysager, ce chemin est rétabli et raccordé à l'existant. Les accès à l'installation sont aménagés, dimensionnés et constitués en tenant compte du gabarit et de la charge des véhicules appelés à y circuler. L'entretien de la voirie doit permettre une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Cette voirie ainsi que la zone de stockage des déchets est maintenue en état permanent de propreté. Les moyens employés pour le nettoyage ne doivent pas porter atteinte à la qualité des dispositifs garantissant l'étanchéité.

L'exploitant s'assure de la stabilité des talus et digues et prend toutes les mesures nécessaires (compactage ...) pour éviter les risques d'éboulements, notamment dans les zones de circulation d'engins ou de camions.

Les aires de stationnement internes doivent être suffisantes pour accueillir l'ensemble des véhicules.

Le site et ses installations doivent être entourés d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres. Sur le flanc Est, cette clôture peut être utilement remplacée par une barrière de sécurité de type routier, implantée au droit de la falaise. Chaque bassin doit disposer d'une clôture et de systèmes de sécurité pour les personnes (échelles, bouées). Un accès principal, muni d'un portail fermé à clé en dehors des heures de fonctionnement, doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

Les abords du site doivent être débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur le site.

A proximité immédiate de l'entrée principale est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits :

- la désignation de l'installation de stockage ;
- les mots « installation de stockage de déchets non dangereux, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre du code de l'environnement » ;
- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral complémentaire relatif à la réhabilitation, à la période suivi après fermeture et aux garanties financières ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- Chantier de réhabilitation, « accès interdit sans autorisation » et « informations disponibles à » suivis de l'adresse de l'exploitant et de la mairie de la commune d'implantation ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ainsi que de la préfecture de département.

Les panneaux doivent être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.

#### **Article 7.1.1.1. Gardiennage et contrôle des accès**

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

## **CHAPITRE 7.2 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **ARTICLE 7.2.1. RÉTENTIONS**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

#### **ARTICLE 7.2.2. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS**

Les aires de ravitaillement et d'entretien des engins de chantier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

## **TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **CHAPITRE 8.1 RÉHABILITATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX**

#### **ARTICLE 8.1.1. RÉHABILITATION DU QUAI DE TRANSFERT**

Le quai de transfert cesse son activité au démarrage des travaux de remise en état du site, définis ci-après et à l'issue de la phase préalable d'investigations. Le démantèlement des bâtiments, des aménagements et du quai de transfert et l'élimination des déchets encore présents sont compris dans les travaux de réhabilitation du site.

#### **ARTICLE 8.1.2. DÉBROUSSAILLAGE ET RÉAMÉNAGEMENT DU SITE**

Un débroussaillage du site a pour objet de libérer les emprises et faciliter le remodelage du site. Un nettoyage des abords du site est prévu en fin de chantier pour limiter l'impact des déchets.

La cote finale de réaménagement ne doit pas excéder 860 m NGF.

Les travaux de modelage définis ci-avant et à l'article 8.1.4 doivent être réalisés en même temps que les opérations d'excavation de la décharge liées à la gestion des eaux pluviales (article 4.2.2.2), au drainage de lixiviats (article 4.2.2.3) et au mélange boues-déchets (article 8.1.3) pour éviter toute reprise en masse des déchets.

#### **ARTICLE 8.1.3. RÉHABILITATION APPLICABLE AUX CASIERS DE STOCKAGE DE BOUES**

Le système de traitement des boues (consolidation in-situ, mélange boues-déchets ou tout dispositif équivalent) doit être mis en place par une entreprise maîtrisant ces techniques, afin d'assurer la stabilité suffisante dans le cadre du remodelage des déchets et la prévention des nuisances (envols de déchets, poussières, odeurs et lixiviats) et des risques sanitaires. Ces opérations se déroulent dans l'emprise du site après réalisation de planches d'essai permettant de s'assurer de la faisabilité du procédé, de la cohésion suffisante des matériaux obtenus et de l'absence de nuisances. Les aménagements et le mode d'exploitation du dispositif de traitement doivent assurer la protection de l'environnement. En cas de besoin, les boues sont chaulées.

#### **ARTICLE 8.1.4. CONSTITUTION DES TALUS ET DIGUES ET REMODELAGE DU MASSIF DE DÉCHETS**

La constitution des talus et digues permet de garantir leur stabilité et la protection de l'érosion des eaux pluviales.

Les pentes admissibles des talus doivent être inférieures ou égales à 2V/5H.

Le remodelage du massif de déchets comprend la reprise des déchets présents sur le site, ainsi que des boues stabilisées. Toutes dispositions sont prises pour limiter au maximum les volumes en cause, les risques de glissement et d'instabilité et les nuisances générées (envois de déchets, poussières, odeurs et lixiviats).

Sur le flanc Ouest du site, la mise en œuvre éventuelle d'un remblai paysager, sur le terrain avoisinant, nécessite la mise en œuvre de dispositifs particuliers relatifs à la couverture des déchets, la gestion des eaux pluviales, aux regards de la tranchée drainante des lixiviats, à l'installation de deux piézomètres, à la piste périphérique et à la clôture et doit préserver le fonctionnement des ouvrages de confinement des déchets et de collecte des lixiviats et des eaux pluviales internes et externes.

#### **ARTICLE 8.1.5. COUVERTURE DU MASSIF DE DÉCHETS**

Dès que la cote finale du remodelage du massif de déchets est atteinte, la couverture finale est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets.

Cette couverture présente une pente suffisante (>4%) permettant de diriger les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte. Cette pente ne doit pas créer de risques d'érosion de la couverture en place.

Les déchets doivent être recouverts au minimum de bas en haut :

- d'une couche de forme sur environ 0.20 m d'épaisseur ;
- d'un écran semi-imperméable (perméabilité comprise entre  $10^{-8}$  et  $10^{-9}$  m/s) constitué d'une couche d'un mètre de matériaux argileux compactés ou tout autre dispositif équivalent ;
- d'un dispositif de drainage constitué soit par 0,20 m de pouzzolane et de drains chaussette soit par un géosynthétique équivalent ;
- d'une couche de reprise de la végétation d'une épaisseur minimale de 0,30 m ;
- d'un couvert végétal grâce à un engazonnement rustique local à racines traçantes.

Ces dispositions peuvent être adaptées sur le flanc Ouest du site, en cas de mise en place d'un remblai paysager. Dans tous les cas, les caractéristiques minimales ci-dessus des différents éléments constitutifs de la couverture sont respectées.

Les matériaux argileux de la couverture semi-perméable doivent subir une caractérisation géotechnique, à l'aide de planches d'essai et répondre aux conditions techniques, y compris de mise en œuvre précisées par l'étude de réhabilitation. Après mise en place, leur épaisseur sera contrôlée par relevé topographique ou tout autre moyen équivalent, ainsi que leur perméabilité.

La couverture mise en place doit assurer le drainage des biogaz de manière à prévenir les risques d'explosion ou d'incendie et les nuisances olfactives. En cas de problème, le recours à des procédés de collecte et, le cas échéant de traitement s'avère nécessaire.

#### **ARTICLE 8.1.6. IMPLANTATION DE PIÉZOMÈTRES DE SURVEILLANCE**

L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage. Ce réseau, constitué d'au moins 3 puits de contrôle, doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site. Au moins un de ces puits de contrôle est situé en amont hydraulique de l'installation de stockage, les autres en aval. Afin de contrôler la charge hydraulique des lixiviats au sein du casier, deux piézomètres au moins seront implantés dans le massif de déchets, permettant le pompage des lixiviats.

Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques.



#### **ARTICLE 8.1.7. PLAN PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le plan prévisionnel des travaux qui précise l'organisation dans le temps des travaux de réhabilitation est celui du dossier de réhabilitation. Il prévoit une phase préalable d'investigation d'environ trois mois destinée à la reconnaissance préalable des fosses à boues et de la qualité des boues, à la réalisation de planches d'essais du mélange boues-chaux-déchets, à la reconnaissance de la stabilité de la digue Est et à la pose des piézomètres. La phase proprement dite des travaux a une durée prévisionnelle de neuf mois. Le phasage des travaux doit limiter le volume des déchets et matériaux manipulés et des rejets, les nuisances diverses (envols de déchets, poussières, bruit, odeurs et lixiviats) et la durée des travaux mécaniques. Il est coordonné aux travaux de contournement du Puy en Velay devant se dérouler sur la période 2014-2016.

#### **ARTICLE 8.1.8. PLAN DES TRAVAUX**

L'exploitant doit tenir à jour un plan de réhabilitation de l'installation de stockage et, si nécessaire, de plans de détail, mis à disposition de l'inspection des installations classées à l'issue de la réception définitive des travaux.

### **CHAPITRE 8.2 SUIVI APRÈS RÉHABILITATION**

#### **ARTICLE 8.2.1. SERVITUDES**

Conformément aux articles L 515-12 et R 515-24 à R 515-31 du code de l'environnement, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation, en particulier sur la zone concernée par l'installation de stockage de déchets non dangereux et les casiers de boues.

Ce projet est remis au préfet dans les six mois suivant la réception des travaux de réhabilitation.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement de biogaz, des moyens de collecte et de traitement de lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Elles peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol.

#### **ARTICLE 8.2.2. DISPOSITIONS POST-EXPLOITATION**

A la fin de la période de réhabilitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions et ceci pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

#### **ARTICLE 8.2.3. PROGRAMME DE SUIVI DE L'INSTALLATION**

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins trente ans.

Son contenu, qui peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire modificatif, comporte au minimum :

- les modalités de suivi de l'état de la couverture finale et les modalités d'intervention si nécessaire ;
- le contrôle tous les mois du système de drainage et de traitement des lixiviats, le suivi et l'élimination de ces effluents conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 09/09/1997 susvisé ;
- le contrôle tous les mois du système de captage du biogaz et de son dispositif de traitement, en cas de mise en œuvre ;
- l'autosurveillance définie au chapitre 9.2 ;
- l'entretien général du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal, ...) ;
- les observations géotechniques du site avec contrôles des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

L'exploitant peut adapter ses contrôles en fonction des besoins. Les fréquences précisées ci-dessus ne pourront être modifiées qu'après avis de l'inspection des installations classées. Les critères à analyser pour les différents rejets sont ceux prévus dans ce présent arrêté préfectoral.

Cinq ans après le démarrage de ce programme, l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale.

Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

#### **ARTICLE 8.2.4. CESSATION DÉFINITIVE DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX**

Au moins 6 mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au Préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site. Il sera établi en application des articles R 512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

Le dossier adressé au préfet comprendra notamment :

- le plan d'exploitation à jour des terrains d'emprise de l'installation ;
- un mémoire sur l'état du site qui précise les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
- une description de l'insertion du site de l'installation dans le paysage et son environnement, en particulier sur l'aspect concernant la reconquête par la faune et la flore du milieu ;
- une étude sur la stabilité des dépôts ;
- un levé topographique détaillé du site ;
- une étude hydrogéologique et l'analyse détaillée des résultats des mesures des eaux souterraines pratiquées depuis au moins cinq ans ;
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée, et couverte, notamment en termes d'urbanisme et d'utilisation du sol et du sous-sol ;
- en cas de besoin, la surveillance qui doit être encore exercée sur le site ;
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par les garanties financières, avec tous les éléments techniques pertinents qui permettront de justifier la levée ou la réduction de ces garanties financières.

Le contenu de ce dossier pourra être précisé par arrêté complémentaire pour tenir compte de l'évolution de la législation et de la réglementation.

---

## **TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

### **CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

## CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

### ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

#### Article 9.2.1.1. Eaux de ruissellement intérieures

Une surveillance de la qualité des eaux des bassins mentionnés à l'article 4.2.2.2 est réalisée sur chaque rejet conformément au tableau suivant :

Paramètres	Période de suivi (période d'au moins trente ans après les travaux de réhabilitation du site)
ceux de l'article 4.2.8	tous les six mois par prélèvement ponctuel dans les bassins de lissage

#### Article 9.2.1.2. Lixiviats

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets de lixiviats.

La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous:

Paramètres	Période de suivi après fermeture
Volume de lixiviat	A chaque bûchée pour STEP
Composition du lixiviat (article 4.2.6)	Semestriellement par prélèvement ponctuel au sein du bassin de rétention

#### Article 9.2.1.3. Eaux souterraines

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines selon les modalités suivantes :

Paramètres	Période de suivi
Composition simple des eaux souterraines	Tous les ans
Composition approfondie des seuls piézomètres avais	Tous les 4 ans

Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément à la norme " Prélèvement d'échantillons -Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 " et de manière plus détaillée conformément au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000.

Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont les suivants :

composition simple	pH, conductivité et carbone organique total COT
composition approfondie	pH, conductivité, carbone organique total COT, matières en suspension MES, demande chimique en oxygène DCO, demande biochimique en oxygène DBO5, azote global, phosphore total, phénols, Cr6 <sup>+</sup> , Cd, Pb, Hg, As, Fluor et composés en F, CN libres, hydrocarbures totaux et composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).

Le niveau des eaux souterraines doit être mesuré pendant la période de suivi. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés.

Pour chaque puits situé en aval hydraulique, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance suscitée sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines serait observée, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

Ce plan comprendra au minimum :

- une augmentation du spectre et de la fréquence des analyses réalisées ;
- le relevé quotidien du bilan hydrique ;
- la limitation d'accès dans l'installation de stockage des déchets pouvant être à l'origine de ce changement et toute mesure d'exploitation pouvant réduire l'origine de l'évolution constatée.

L'exploitant adresse tous les mois à l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcée peut être arrêté. A défaut, il sera prescrit par arrêté préfectoral complémentaire une actualisation de l'étude hydrogéologique du site et la définition de mesures de confinement ou de traitement des eaux souterraines.

## **CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

### **ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

### **ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE**

Dans le cas général, ces informations sont fournies dans le cadre du rapport annuel prévu à l'article 9.4.1 du présent arrêté avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante. Dans le cas où des dépassements sont identifiés, la transmission avec les propositions de mesures correctrices est réalisée dans un délai de 15 jours.

## **CHAPITRE 9.4 RAPPORT ANNUEL**

### **ARTICLE 9.4.1. RAPPORT ANNUEL**

Au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment celles récapitulées au 2.5) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Il précise notamment :

- la synthèse des analyses et contrôles réalisés ainsi que toute information pertinente sur l'exploitation de l'installation de stockage au cours de l'année écoulée ;
- un document faisant valoir les aménagements réalisés dans l'année est intégré dans le rapport annuel d'activité.

Le rapport de l'exploitant est également adressé aux maires des communes de Cussac-sur-Loire et du Puy-en-Velay.

---

## **TITRE 10 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITE – NOTIFICATION**

---

### **ARTICLE 10.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté lui a été notifié ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage de l'installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage de l'installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 10.1.2. PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies de Cussac-sur-Loire et du Puy-en-Velay pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Cussac-sur-Loire et le maire du Puy-en-Velay feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Loire, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la Communauté d'Agglomération du Puy en Velay.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la Communauté d'Agglomération du Puy en Velay, dans deux journaux diffusés dans tout le département de la Haute-Loire.

#### **ARTICLE 10.1.3. NOTIFICATION**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire

M. le maire de Cussac-sur-Loire

M. le maire du Puy-en-Velay

M. le responsable de l'unité territoriale de la Haute-Loire de la DREAL Auvergne

M. le délégué territorial de la Haute-Loire de l'ARS d'Auvergne

M. le directeur départemental des territoires

M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le président de la Communauté d'Agglomération du Puy en Velay, dont le siège social est situé 16, place de la Libération 43000 Le Puy en Velay

et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Fait à Le Puy en Velay, le 15 mai 2014

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général,

  
Régis CASTRO

# SOMMAIRE

<b>TITRE 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>2</b>
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	2
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	2
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE RÉHABILITATION.....	3
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	3
CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES.....	3
CHAPITRE 1.6 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	5
CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	5
<b>TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>5</b>
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	5
CHAPITRE 2.2 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	5
CHAPITRE 2.3 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	6
CHAPITRE 2.4 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	6
CHAPITRE 2.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	6
<b>TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....</b>	<b>6</b>
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	6
<b>TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>8</b>
CHAPITRE 4.1 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	8
CHAPITRE 4.2 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	8
<b>TITRE 5 - DÉCHETS DE CHANTIER DE RÉHABILITATION.....</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	11
<b>TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>12</b>
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	12
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	13
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS.....	13
<b>TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>13</b>
CHAPITRE 7.1 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	13
CHAPITRE 7.2 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	14
<b>TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>15</b>
CHAPITRE 8.1 RÉHABILITATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX.....	15
CHAPITRE 8.2 SUIVI APRÈS RÉHABILITATION.....	17
<b>TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</b>	<b>18</b>
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	18
CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	19
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	20
CHAPITRE 9.4 RAPPORT ANNUEL.....	20
<b>TITRE 10 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - PUBLICITE - NOTIFICATION.....</b>	<b>20</b>